L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73 — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 9 OCTOBRE 1877. — 51me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE ORLEANS. MARDI MATIN, 9 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, au coin des rues Bienville et Royale—tout le fond du magasin de meubles de Charles Raymond.

Par H. M. & B. J. Montgomery au No 12 de la rue Tonti, entre Hôpital et Ursulines—beaux meubles des ateliers de Mallard et de Siebrecht, glaces, etc.

Meubles—N'oubliez pas la grande et importante vente de meubles de Mallard et de meubles importés qui aura faite aujourd'hui par MM. Montgomery à 11 heures, au No 12 de la rue Tonti, près la rue des Ursulines. Pour plus amples renseignements voyez l'annonce.

Faience et granit blanc. — Voir l'annonce d'encan de D. F. Morphy & Son.

Le manifeste de M. Gambetta.

Le télégraphe nous transmet une partie de l'adresse de M. Gambetta à ses électeurs du vingtième arrondissement de Paris. On ne doit pas s'étonner du langage qu'y tient l'ancien dictateur. C'est aux électeurs de Belleville qu'il s'adresse. Ces électeurs étant, pour les neuf dixièmes, radicaux, M. Gambetta, qui a beaucoup baissé dans leur estime par son opportunisme, devait chercher à se relever par la violence, et, si nous en jugeons par les extraits que le télégraphe nous donne, son manifeste doit être très violent.

Il flatte les passions révolutionnaires de ses lecteurs quand il dit "nous saurons faire respecter la volonté du pays par une inocrrigible minorité." Ce sont ces mêmes Bellevillois qui, le 4 septembre, imposaient leur volonté à ce même pays en expulsant une Chambre élue par lui.

Il est curieux d'entendre un homme qui ne représente que l'anarchie et la dictature, parler de mettre fin à l'anarchie et à la dictature. Quant aux candidatures officielles, le dictateur qui imposait dans tous les départements la candidature des préfets et des sous-préfets de sa création, est bien mal venu à se plaindre de ce que le gouvernement indique aux populations le candidat préféré par le chef de l'Etat.

M. Gambetta répète en l'aggravant sa prétention de forcer le président "à se soumettre ou à se démettre". Il se garde bien de dire ce que lui et ses amis mettraient à la place du gouvernement actuel.

Dans son adresse, nous avons vainement cherché quoique ce soit ressemblant à un programme; il n'y a que des attaques et ces attaques ne font que ressasser toutes les accusations portées par l'opposition contre le maréchal et ses ministres, sans tenir aucun compte des démentis réitérés dont elles ont été l'objet.

Une dépêche annonce que de nouvelles poursuite viennent d'être dirigées contre M. Gambetta à l'occasion de ce manifeste. C'est comme on le voit, une guerre à outrance de part et d'autre. Le gouvernement a accepté le combat et il ne laisse passer aucun défi sans le relever. Mais la rigueur dont M. Gambetta est l'objet ne fera qu'accroître ses chances de succès à Belleville.

Il est vrai que si le manifeste plait aux radicaux, il pourra effrayer les républicains modérés qui ne se souciant pas d'aller jusqu'à une nouvelle révolution, dont les menace M. Gambetta, sans dire au juste dans quelle hypothèse elle se produirait.

Ces trois années de luttes et de conflits que prédit M. Gambetta, la France les évitera en élisant une majorité conservatrice, car cette majorité se trouvera d'accord avec le Sénat et le chef du Pouvoir Exécutif. Si, au contraire, l'opposition triomphe, il dépendra de la majorité de la Chambre d'éviter les troubles et les conflits en ne demandant rien que de raisonnable et en laissant la politique de côté pour s'occuper de législation utile.

La France se déclarera pour la république, dit solennellement M. Gambetta, mais le maréchal a proclamé bien haut que la république n'est pas menacée; et le chef de la gauche, qui ne le sait que trop, cherche à donner le change à ses électeurs avec une tirade à effet sur les royalistes et le régime clérical.

Depuis la mort de M. Thiers, Gambetta que celui-ci avait déjà beaucoup de peine à contenir, a perdu évidemment l'espoir d'arriver au pouvoir par les voies régulières; il est redevenu le chef du parti révolutionnaire parce qu'il croit à une crise en 1880, et il a repris le langage et l'attitude qui convinennent à ce rôle. Il fera bien, seulement, de relire l'histoire de 1848 et de 1849, elle lui fournira des enseignements utiles.

La prochaine malle nous apportera le texte du manifeste posthume de Thiers, qui n'est, dit la *France*, qu'une simple lettre aux électeurs du 9me arrondissement de Paris. M. Grévy adressera probablement aussi quelques mots aux électeurs dont il brigue les suffrages et il sera curieux de comparer ces deux adresses avec celle de M. Gambetta qui fait l'effet d'un coup de tocsin.

UN SOI-DISANT MANIFESTE DES GAUCHES — La *République française* a publié, en l'attribuant à d'anciens députés, une contre-partie, phrase par phrase, du manifeste présidentiel. C'est évidemment une plaisanterie, et les journaux qui ont pris la chose au sérieux n'ont pas réfléchi qu'un pareil document ne pouvait avoir aucun caractère sérieux.

L'orgue de l'église St-Patrick venant d'être réparé par M. E. C. Le Droit, un concert sera donné à la dite église le mercredi 10 octobre, de deux à cinq heures de après midi; concert auquel sont invités le clergé, les organistes des diverses églises de la ville et le public en général pour juger des réparations.

NOUVEAU SYSTÈME DE CAPSULE POUR CHAMPAGNE.—De toutes les inventions faites pour rendre le débouchage du Champagne plus facile, la plus simple est évidemment celle que présente le nouvel envoi de Champagne de MM. Krug & Cie. de Reims, qui vient d'être reçu par la maison A. Rochereau & Cie. La fermeture consiste en un grillage formé par un fil de fer et fermé par une petite médaille de plomb. Il suffit de soulever la médaille et de tirer légèrement pour casser le fil, ce qui permet d'enlever toute l'armature. MM. Krug & Cie ont simplement perfectionné le système de M. Ad De Mestre, en y ajoutant la solidité. Ce nouveau genre de fermeture appliqué au délicieux vin de Champagne Krug ne pourra que le rendre encore plus populaire. Un enfant pourra déboucher ces bouteilles sans instrument.

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 22 septembre 1877, de l'*Illustration* et du *Monde Illustré*.

Ordres pour charbon remplis avec célérité par Hy. J. Montagnet, 4 rue Caronelet.

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878.—On lit dans la *Tribune* de New York :

La République américaine a trois fortes raisons de se faire représenter d'une manière convenable à l'Exposition de Paris : Ces raisons sont : 1. l'encouragement à donner à l'émigration ; 2. l'accroissement de ses ressources avec l'échange ; l'obligation morale de faire acte d'amitié envers une république-sœur, qui a participé cordialement à la célébration de notre centenaire.

Alors que nous avons déjà donné un pas de grande figure à Paris, il n'est pas agréable d'apprendre que les Chinois sont plus avancés que notre nation entrepreneuse dans leurs préparatifs de participation à la grande fête industrielle. Non seulement ils occuperont un emplacement de plus de 23,000 pieds carrés, mais ils se préparent à envoyer leurs produits classiques de toute façon que du monde puisse voir facilement quelles sont les ressources de l'empire du Milieu. On pourrait soupçonner de cette intention des Chinois qu'ils ont profité des leçons de l'Exposition de Philadelphie beaucoup plus que nous ne l'avons fait nous-mêmes.

Pittsburg, Anthracite et Cannel anglais à très bas prix chez Hy. J. Montagnet.

—Le congrès postal international doit se réunir tous les trois ans.

On reçoit l'échéance de cette année jusqu'en 1878, afin de le faire coïncider avec l'Exposition universelle.

Les délégués des nations étrangères feront ainsi d'une pierre deux coups.

La grande invasion du Texas.

Nous avons eu raison de faire des réserves au sujet des nouvelles télégraphiques à sensation reçues du comté d'El Paso. Il résulte des informations officielles qu'il n'y a pas eu d'invasion et que les troubles consistent dans un soulèvement de la population même du comté qui est presque tout entière d'origine mexicaine. On trouvera les détails dans nos colonnes télégraphiques. L'affaire, bien que pouvant amener des complications, n'a donc pas le caractère de gravité que lui donnait la première version.

Louisiane.

Nous empruntons au *Meschacébé* du 6 octobre les paragraphes suivants :

L'assessement pour 1877, à St-Charles, a été de $1,028,470 contre $1,074,145 pour 1876 ; diminution, cette année, de $17,675.

—Samedi, 26 septembre, est décédé, à la suite d'une longue et douloureuse maladie, M. Thomassin Aubert, âgé d'environ 48 ans. Le défunt était estimé de tous.

—L'assessement pour 1877, à St-James Baptiste, a été de $1,399,626 contre $1,473,250 pour 1876 ; diminution, cette année, de $73,594.

—La première expédition de la récolte a été faite, le 30 septembre, de St-Jean Baptiste ; trois barils sirop, habitation Valcour, à M. Charles Vial, consigné à E. M. Scott, de la Nouvelle-Orléans.

—Le *Louisianais* discute, avec la double autorité du talent et de la conscience, une question fort controversée, celle de la loi du dimanche, on, en façon de corollaire du principe, celle de la fermeture plus ou moins forcée des magasins le dimanche. Il conclut à la liberté commerciale sans restriction aucune. Il y a deux ans, la majorité des marchands de la rive gauche de St-Jean Baptiste tenta inutilement de résoudre cette question dans le sens de l'affirmative par un commun accord, et ne put réaliser la condition indispensable de l'unanimité ; depuis, le problème a été posé nettement, des jurys de police ont statué, leur compétence a été niée, le suffrage populaire a été interrogé et s'est prononcé, notamment à Iberville, si nous ne nous trompons, en faveur du commerce du commercial du dimanche.

Le pouvait il, et existe-t-il des droits de paroisse comme des droits d'Etat ? Evidemment la législature sera mise en demeure et sera le dernier mot à dire, côté, interprétation de la Cour Suprême. Nous attendons le moment où elle se réunira : un peu plus de réflexion et d'expérience nous en fera peut-être naître, nous en sommes humblement, pour former et exprimer notre opinion au sujet des lois et des mœurs examinées dans leur rapport avec le dimanche, en un pays dont le caractère distinctif est la liberté. Nous nous bornons à dire que, si la question est soumise aux tribunaux, force en sera de trancher le différend.

Nous lisons dans le *Louisianais* de St-Jacques :

On dit de tous les côtés que la fabrication de sucre ne sera pas petite affaire cette année, et on est même qui prédisent que l'on fera plus de *collant* que de sucre. Cette dernière opinion est sans doute exagérée. Et M. Emile Leblanc, qui a fait le tour de notre paroisse, homme expérimenté et digne de foi, nous affirme qu'il est toujours moyen de faire du sucre avec des cannes contenant de la matière saccharine. La question est de trouver le point et de faire une convenable ment la lessive. Quant à lui, d'un coup d'œil, paraît-il, de par observations qu'il a seul notées et qui ne lui permettent point de se tromper, il croit y devoir donner la quantité de chaux voulue pour faire facilement et sans tâtonner longtemps du sucre fort présentable au marché. Et M. Emile Leblanc se tiendra à la disposition des habitants de St. Jacques qui voudront bien reconnir à lui.

—La mort, dans ces derniers jours, a fait des victimes autour de nous.

Ces victimes sont Mme veuve Philippe Landry, la courageuse institutrice du 6e district ; Mme Jean Copponez, qui laisse en mourant six enfants désormais sans mère ; Mme Gustave Dugas, née Marcellite Leblanc, décédée le 25 septembre à l'âge de 62 ans, notre vieille voisine, mère d'une vaillante famille, d'hommes, femme et enfants, dont M. William L. Shaffer, de l'habitation *Cedar Grove*, et le Col Duncan S. Cage, de l'habitation *Ashland*, ont commencé la plantation cette semaine, et plusieurs autres doivent planter la semaine prochaine.

—La récolte d'oranges dans cette paroisse est beaucoup plus endommagée que nous le supposions quelques jours après l'ouragan qui a causé tant de désastres à nos champs et à nos édifices. Le dommage a été beaucoup plus grand dans les régions inférieures de la paroisse qu'il n'a été dans les portions supérieures. Dans le bas du Bayou Terrebonne et du Petit Caillou, les pauvres habitants ont perdu leurs fruits, mais sont dénués de leurs feuilles, comme si un vent imprégné de vapeur saline, y avait passé, et les avait brûlées. La perte a été encore bien plus grande sur les îles près du Golfe. Mr. Albert Aycock, qui se trouve avoir une très belle orangerie sur l'île Félicité, nous rapporte que de cent cinquante mille oranges sur ses orangers il n'en reste plus que dix mille.

Comme il en est de la récolte d'oranges il en est aussi de celle de pacanes. Elle aussi a terriblement souffert. Les pacaniers étaient bondés de fruits et promettaient une abondante récolte pour le mois prochain. Le mal n'aurait pas été si grand si le fruit avait été mûr, mais pour la plupart il ne l'était pas. Beaucoup de personnes ont ramassé le fruit après l'ouragan, mais il est on à moitié plein ou complètement vide. Le peu de pacanes qui restent sur les arbres ne feront qu'un fruit inférieur.

—Le correspondant parisien du *Morning Post* mande à ce journal que le duc de Cambridge a eu hier une longue entrevue avec le Maréchal de Mac-Mahon. Le Maréchal aurait prié ce commandant en-chef de l'armée anglaise se visite, dans la soirée.

Pittsburg, Anthracite et Cannel anglais à très bas prix chez Hy. J. Montagnet.

—Le congrès postal international doit se réunir tous les trois ans.

On reçoit l'échéance de cette année jusqu'en 1878, afin de le faire coïncider avec l'Exposition universelle.

Les délégués des nations étrangères feront ainsi d'une pierre deux coups.

Chronique de la Ville.

Départs.

Partis hier soir par le chemin de fer de Mobile :

Hon. J. Hayes Acklen, membre du Congrès, pour Washington ; N. J. Bussey, New York ; A. Andries, Baltimore ; Mme S. Shiel, Philadelphie ; J. W. Landry, Paducah ; W. A. Strickland, Macon, Gie. ; J. Thompson, Columbus, Gie. ; C. C. Kane, Augusta, Gie. ; J. D. Kennedy, Washington ; W. D. Ban, Nashville ; G. R. Hatcher, Atlanta ; J. R. Davis, Washington ; aussi vingt-huit élèves venus de la Havane par le steamer Teutonia pour le Collège de Spring Hill ; R. B. Hardie, Selma, Ala. ; Mlle Maggie Doven, Macon, Gie.

Les Fils de la Louisiane.

L'association de Bienfaisance des Fils de la Louisiane a célébré dimanche son vingt et unième anniversaire par une procession qui a produit beaucoup d'effet dans la ville et par un banquet d'une remarquable magnificence. Organisée le 27 janvier 1857, cette association a toujours grandi et aujourd'hui elle ne compte pas moins de 225 membres avec les officiers dont ceci nous suivent : Président James Campbell ; premier vice-président J. B. Hernandez ; second vice président E. Mortal ; secrétaire L. D. Courtin ; trésorier J. Landry.

Sous les ordres du marshal H. T. Slaton, la procession qui s'était formée à la salle de Stonewall Jackson, est allée rue Elmire pour recevoir une couronne à la résidence d'un des maréchaux et une seconde couronne à la résidence de M. Vignes un des fondateurs de la Société. Parcourant ensuite les principales rues du second et du premier district, elle a favorisé d'une sérénade les bureaux des divers journaux.

La procession, après cette parade dont tout le monde a admiré le bon ordre, s'est rendue vers les quatre heures, à la cathédrale St. Louis pour la messe du dimanche. Le service religieux célébré par l'abbé Bonnet, curé de la paroisse, a été suivi d'un sermon prononcé par le Rev. Rouxel, les enfants jumeaux, garçon et fille, de Mr Anatole Huchet Kerguion en étant les parrains, pendant que Mlle C. Moreau et Mr Peter Smith servaient de marraine et de parrain au dragéan d'Etat. Une quête a été faite pendant la cérémonie.

La journée s'est terminée par le banquet dont nous avons déjà dit un mot au commencement de cet article, et qui était présidé par Mr Jas. Campbell. Plusieurs toasts ont été portés, un, notamment, à l'Association du Pélican auquel l'hon. A. L. Tissot a répondu ; un autre à l'Association de Bienfaisance des Jeunes Gens auquel Mr E. Laurent a répondu, M. Guillem Dufour, le Cicéron de la société, répondu à divers autres toasts rédigés avec beaucoup d'à propos et de tact.

Ce banquet a eu un grand succès grâce aux efforts intelligents des membres du comité d'arrangement dont voici la liste nominale :

H. E. Capdau, chairman ; Hy. Durel Jr. A. Quéré, J. Turia, D. M. Messina, J. M. Dicson. Voici les noms des officiers : Jas. Campbell, président, F. B. Hernandez, 1er vice-président, E. Mortal, 2e vice-président, J. V. Boüil, secrétaire, L. J. Courtin, secrétaire aux finances, J. F. Barthélemy.

L'Association de Bienfaisance des Fils de la Louisiane se réunira, mercredi, du courant, à 7 heures précises du soir, pour procéder à l'élection annuelle des officiers, du médecin et des pharmaciens. L'attention des membres est appelée également sur divers articles à réglementer ainsi qu'ils le verront dans un avis inséré plus loin.

Onzième Anniversaire.

La société de Bienfaisance des Bouchers de la Nouvelle Orléans a célébré dimanche son onzième anniversaire par une brillante parade et un banquet donné à la salle St-Patrick.

Ce jour là, vers deux heures, les membres au nombre d'environ 500 se sont assemblés dans leur salle au coin des rues Remparts et Poydras et se sont formés en ligne sous la direction du Grand Marshal Pierre Sotz, précédés par deux bandes de musiciens sous la direction d'Oscar Wolff, successeur de Chas. Yeager, et ont paradé dans les principales rues de la ville, observant la mesure aux sons du tambour et des instruments de cuivre.

Au coin du passage de la Bourse et de la salle de la Société du Pélican ils ont donner une sérénade à cette Société, et l'Hon. A. L. Tissot, président de la Société du Pélican, s'est avancé et a prononcé un allocution. Le Bureau a décidé afin de l'empêcher d'établir une distinction entre les races dans le gouvernement des écoles. En réponse à cette demande, MM. Fonda et Farrar ont présenté un rule au juge Rightor lui demandant de mettre l'injonction de côté et de la lever par la raison qu'il n'y a pas de cause d'action, l'acte sur lequel on porte plainte ayant été consommé avant que le procès eut été intenté, et aussi parce que la pétition n'invoque aucun tort qui présent soit immédiat pour le plaignant. L'affaire sera appelée jeudi 11 du courant.

Saisie du Bazar.

Ce bazar, placé entre les deux marchés de la Levée, dans le Second District, a été saisi par le marshal des Etats-Unis, en vertu d'un jugement obtenu par Jno. A. Morris & Cie., de New Jersey, dans un procès relatif aux bons de chemin de fer, qui sont échus depuis plusieurs années. Le maire paraît n'être pas inquiet de cela parce que la Cour de Circuit des Etats-Unis a décidé, nous croyons même cela exact) qu'il n'y avait exemption de saisie dans le cas où il s'agit d'une propriété dont les revenus sont portés sur le budget de la ville.

Le bazar a été élevé sur un terrain appartenant à la ville, mais il est affermé et la ville en conséquence en tire un revenu. Il paraît que Mr Morris saisit le parc, dont la ville ne tire pas un sou, et dont les revenus ne font par conséquent partie du budget, comment échapper à la saisie et la vente ? Et si Mr Morris dit à la Cour de circuit des Etats-Unis qu'on lui te revenu du Bazar pour payer certaines dettes de préférence à certaines autres qu'on ne paye pas du tout, que décidera la Cour de Circuit des Etats-Unis ?

Rapport mortuaire.

Pendant la semaine qui a fini dimanche 7 octobre, il est mort à la Ville Orléans 91 personnes, dont 48 du sexe masculin et 43 du sexe féminin, 57 de race blanche, 34 de race de couleur.

Les maladies qui ont fait le plus de victimes sont : la petite vérole 2 ; les fièvres d'infection 13 ; la consomption 15 ; la Dropsie 4 ; l'apoplexie ; bronchites 4 ; Enterite 3 ; diarrhée chronique 2 ; Débilité congénitale, 1 ; il y a eu 90 naissances et 25 mariages.

Sauvé pour aller en prison.

John Morrissey, après une forte ribote, s'était imaginé qu'un peu d'eau fraîche lui ferait du bien. Il s'était donc dirigé vers la levée devant la rue St-Pierre, et de là il avait fait un plongeon dans le fleuve, mais il avait été suivi de l'officier Sage qui, en le voyant sauter, sauta après lui et le tira de l'eau. Morrissey, furieux de cette marque d'attention, veut en récompenser l'officier en lui portant un coup de canif. C'était trop, l'officier l'empoigne et le pousse à la station du port où il est écroué sur la prévention d'assaut avec une arme meurtrière contre un gardien de la paix.

Affaires à la Douane.

On regarde comme un pronostic favorable pour les affaires l'augmentation continue des recettes à la Douane. Ces recettes pour la semaine dernière ont été de $115,700, dont $110,165 en or et $5624 en billets. C'est le plus fort montant reçu pour une semaine à la Douane de la Nlle Orléans pendant les cinq dernières années.

Un triste accident.

Samedi, dans l'après-midi, Mme May, femme de Mr A. H. May, de la grande maison de coton Richardson & May, se promenait dans sa voiture particulière avec Mlle Keogh et Mme Stevenson, près de Carrollton, quand un des traits soudainement se rompit. Le cocher de voiture a voulu descendre pour l'arranger. A peine était-il à terre que les chevaux partirent au galop, les roues passant sur le corps du malheureux cocher. Ils continuèrent leur course et firent verser la voiture. Les dames firent jetées sur la voie et eurent beaucoup de mal à se relever. On craint si fortement qu'il faut l'emporter à Carrollton afin qu'elle put recevoir une assistance médicale. Elle fut plus tard ramenée en ville.

Tentative d'incendie.

Hier matin, vers les 2 heures, trois individus ont essayé d'incendier une maison basse, rue Toulouse, près la rue Dauphine, en mettant le feu à quelques pièces de bois placées contre la porte. Les flammes ont été étouffées presque à l'instant même par des officiers dont l'approche avait fait fuir les trois coquins. La maison appartient à M. Bertrand et est occupée par Annie Davis.

Cotes.

Le bateau à vapeur R. E. Lee est arrivé hier soir de Vicksburg avec 3500 balles de coton et 3100 sacs de graines ; c'est de beaucoup le plus fort envoi de la saison. Le Lee était déjà venu une fois avec une cargaison de 1600 balles.

Académie de Musique.

Les minstrels de Kelly et Leon ont répondu à un rappel de l'attente du public. La salle a été fouiée jusq'à présent, et les spectateurs ont été satisfaits de toute manière. Le programme, qui est d'une variété assez rare, promet à s'entendre de s'endormir ou de s'ennuyer, et comme il est exécuté dans tous ses détails, l'attention est toujours éveillée et soutenue.

Les acteurs sont fort bons et tous s'acquittent de leurs rôles en véritables artistes. Il paraît que Léon, cependant, l'emporte sur tous les autres, en ce sens qu'il produit le plus grand étonnement. Il imite si bien la femme, et donne bien à une illusion si forte qu'on se prend à se demander si, en effet, ce maître artiste n'est pas une femme. Voilà un problème qui attirera beaucoup de monde et dont la solution cherchée fera la fortune de l'Académie de Musique.

A'cazar.

L'Alcazar français a commencé une campagne de longue durée et qui commence à être vigoureusement favorisée par la température. On n'a pas trop chaud mille part à la Nlle-Orléans, et nous sommes entrés dans la véritable saison des frais. Les excellents musiciens que M. Chaillet a su réunir contribueront grandement au succès de ses soirées dramatiques et lyriques, et les acteurs qui composent sa troupe sont toujours admirables d'entrain et de gaîté.

Samedi prochain, un spectacle sera donné pour le bénéfice de Mlle. Dorel, et la pièce annoncée est : "En classe, mesdames", pièce qui vaut beaucoup par elle-même et qui fera salle comble, nous n'en doutons pas.

TEMPÉRATURE—6 oct. 1877.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 du matin.....	70	21
Midi.....	74	23
3 P.M.....	81	27
6 P.M.....	74	23

L'ENTREVUE DE SALSBOURG.—Dans les cercles ministériels de Vienne, on assure que l'entrevue de Salzbourg, qui a commencé avant-hier et s'est continuée hier, a été très satisfaisante dans la question politique orientale de l'Allemagne et de l'Autriche.

Les deux hommes d'Etat sont d'accord pour reconnaître que la position des belligérants n'est pas assez dessinée pour permettre de prendre aucune résolution définitive.

Le prince de Bismarck a quitté Salzbourg, hier soir.

A ce propos, on télégraphie de Berlin à la *Pall Mall Gazette* :

"Vous pouvez être certain que le but de l'entrevue du prince Bismarck avec le comte Andrassy, à Salzbourg, est de trouver un mode de médiation à mettre en pratique, de concert avec l'Angleterre, et d'amener une entente sur la question d'Orient en général."

D'autre part, une correspondance parisienne prétendait, hier, que le premier ministre de l'empereur Guillaume aurait déclaré au comte Andrassy : qu'il l'engageait à appuyer la Russie, plus directement que par le passé, contre la Turquie ; qu'il serait bon de reprendre le projet d'un congrès réunissant le chancelier du czar au sultan, de revendiquer le libre passage des Dardanelles et la neutralisation du Danube ; qu'enfin il était opportun de prier aide efficacement à un acte dans le même sens qu'avait fait, dans le cours de l'année, le prince Gortschakoff, après tout, de rappeler des engagements réciproques antérieurement pris par les trois empereurs du Nord.

L'avenir nous dira ce qu'il y a d'exact dans tous ces bruits, si contradictoires.

—On lit dans la *Patrie* :

Nous disions hier ce que devient le 363e.

Voici un petit *post scriptum* à notre article :

On annonce que M. Massiet du Biest, ancien député républicain de la première circonscription d'Hazebrouck, renonce à se représenter aux suffrages des électeurs.

D'autre part, M. Péronne, candidat républicain dans l'arrondissement de Montdidier (Somme), s'est désisté de ses démarches avec la justice.

Cet honorable citoyen vient, nous dit le *Courrier des Ardennes*, d'être rendu à son poste correctionnelle sous le triple prévention :

D'outrage aux mœurs ;
D'outrage à la magistrature ;
De faits relatifs à l'exercice du notariat.

Le tribunal, écartant le chef d'outrage aux mœurs a condamné M. Péronne à 500 fr. d'amende et quatre mois de suspension.

Après M. Bonnet-Duverdier, M. Ordinaire ; après M. Ordinaire, M. Guyot-Montpayroux ; après M. Guyot-Montpayroux, M. Péronne..... Décidément, c'est une série..... rouge.

M. Rameau, maire de Versailles, ancien vice-président de la Chambre des députés, signataire du manifeste des 363 et candidat du parti républicain dans la 1re circonscription de l'arrondissement de Versailles, vient d'adresser sa démission des fonctions de maire à M. le préfet de Seine-et-Oise.

Voici la lettre dans laquelle M. Rameau a fait connaître cette détermination à M. le préfet ;

Versailles, le 30 septembre 1877, 10 heures du matin.

Monsieur le préfet :

Le ministère du 16 mai m'avait trouvé investi des fonctions de maire de la ville de Versailles ; le 16 je n'hésitais pas à renoncer à ce mandat municipal dès que, formant la majorité de la Chambre et le 25 juin, je signais encore la déclaration des sénateurs et députés de Seine-et-Oise.

Ces deux actes ne m'ont jamais paru pas amené la révocation du maire, j'ai pu croire que toute liberté politique était laissé à ce député.

Mais après le manifeste que vient de faire paraître M. le président de la République, cette illusion cesse, et je manquerais à un devoir de conscience en conservant aujourd'hui une fraction d'autorité administrative que je ne tiendrais pas de l'élection.

En conséquence, je vous prie de transmettre à M. le ministre de l'intérieur ma démission des fonctions de maire de la ville de Versailles.

Recevez, Monsieur le préfet, l'assurance de mon respect.

CH. RAMEAU.

—On lit dans le *Colonne*, de Boulogne-sur-Mer, à la date du 18 septembre ;

"Ç'a été avec une vive satisfaction que nous annonçons à nos concitoyens, ainsi qu'aux journaux de Paris et de la province, que M. Achille Adam, notre ex député, n'est pas mort, et que, depuis deux ou trois jours qu'on l'a fait une opération qui a consisté à lui enlever un *squivoche* qui le faisait horriblement souffrir, il se porte mieux, l'appétit et la gaieté lui sont revenus, en un mot, il est hors de danger.

LES JOURNAUX RADICAUX ET LE MANIFESTE.

Voici quelques extraits qui complètent la revue de la presse parisienne sur le manifeste :

LE RAPPEL.—Le maréchal déclare que, si la nation juge contre lui, "il ne saurait obéir" à la nation. Il la consulte pour la forme, à la condition qu'elle lui donnera raison ; si elle se permet de lui donner tort, il l'enverra promener avec son arrêt.

Et il ajoute comme conclusion :

Le manifeste de M. de Fourton ajoutera un million de voix aux candidats républicains.

LE MOT D'ORDRE.—Jamais un langage aussi menaçant n'était tombé de la bouche d'un chef d'Etat.

Ayant subi l'ordre moral une première fois, nous avons mérité de l'avoir une seconde.

Le laisserons-nous aller jusqu'au bout ? Les électeurs nous le diront bientôt.

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — Non, M. de Mac Mahon n'a pas, dans le passé des quatre années de son gouvernement, des titres assez forts, et ce que l'on sait et ce qu'il révèle de sa politique ne saurait prendre assez d'autorité sur l'esprit des Français pour les faire taire devant la voix républicaine. Ils suivront leur chemin sans s'arrêter ni aux applications, ni aux promesses, ni aux menaces : tant pis pour qui s'est mis en travers de la route !

LE XIXe SIÈCLE. — Le fait de déclarer d'avance à 30 millions d'hommes qu'on tiendra leurs votes pour nuls et non-avenus est sans précédents historiques. Charles X n'allait pas si loin le 14 juin 1830.

L'ÉVÉNEMENT.—La République se joue au bénéfice des partisans de la monarchie, qui paraissent parce qu'ils ont les places et les faveurs.

"Vive la République !" est considéré comme un cri séditieux.

Nous regrettons d'être obligés de ranger parmi les journaux radicaux le *Journal des Débats*, mais l'article suivant dépasse tous les autres par sa véhémence. On ne l'a pas poursuivi comme on l'avait annoncé à tort, ce qui prouve que la presse est libre en France tant qu'elle ne va pas jusqu'à l'outrage.

Patience ! notre jour viendra ; il vient. Avant un mois, les Français, puisque c'est à eux qu'on parle, auront l'occasion de répondre à l'inqualifiable sommation qu'on leur adresse. En se réveillant ce matin, ils se seront demandé s'ils rêvaient encore. En quelle année sommes-nous donc ? Est-ce que la Révolution française est une invention des historiens et des romanciers ? Est-ce que nous sommes sous Louis XIV qui disait : "L'Etat, c'est moi !" ou sous Louis XV qui disait : "Après moi le déluge !" Est-ce que nous sommes retombés aux carrières ? Époques immortelles de 1789, de 1830, de 1848, de 1870, protestations indestructibles de la liberté de tous contre le pouvoir d'un seul, êtes-vous donc des fables ? Oui, nous croyons rêver, en lisant cette proclamation, ou plutôt cette injonction adressée au peuple français. Est-ce bien à lui qu'on parle, et ceux qui lui parlent ainsi comprennent-ils tout ce qu'ils disent ? A travers toutes les révolutions qui depuis un siècle ont plusieurs fois renouvelé la face de la France, au fond de tous les changements de gouvernement et de dynasties, il y a eu une idée constante, persistante, invariable : la volonté du pays de se gouverner lui-même.

C'est pour conquérir et s'assurer cette liberté qu'il a fallu sept fois, en cent ans, que citoyens, que ce peuple français a fait toutes ses révolutions ; c'est pour reprendre son bien qu'il commet depuis cent ans, qu'il a renversé la plus ancienne famille royale de l'Europe, et secoué le joug du nom le plus éclatant et le plus lourd de l'histoire. Et après tant de sang et de larmes répandus sur le sol de la patrie, sur la terre entière, après tant de générations mortes à la peine, mortes pour nous faire libres, voici qu'on veut nous ramener à la caserne. Non, jamais ni un Bourbon ni un Napoléon ne nous ont tenu un pareil langage. Nous nous demandons qu'elle est l'autorité antérieure et supérieure, l'autorité théocratique qui donne à M. le Président de la République française le droit de parler sur ce ton au peuple français.

Nous croirions manquer de respect envers M. le Président de la république si nous le supposions capable de faire comme ses ministres, et de ne pas avoir considéré la question d'incompétence. Non, nous lui rendons plus de justice : il se présente personnellement et directement devant le pays et il parle face à face. C'est lui qui demande le jugement du peuple français.

Mais sous quelle forme, de quelle façon, et dans quel langage ! Nous cherchons vainement un pays connu, normal, un pays avec des lois, où l'on parle une pareille langue. Il est impossible de dire plus crûment à tout un peuple qu'on lui demande son avis pour ne pas le suivre, qu'on ne lui fait une question que pour se moquer de sa réponse. C'est l'éternelle redite de l'éternelle formule : "Faites ce que vous voudrez, dites ce que vous voudrez, je ne veux rien voir." Eh ! mais Louis XVI non plus ne voulait pas s'en aller ; ni Napoléon le premier, ni Charles X, ni Louis-Philippe, ni Napoléon le dernier. Ils ne voulaient pas s'en aller, mais ils sont partis.

Non seulement le langage de ce Manifeste est dur, blessant au suprême degré, mais encore il est essentiellement maladroit.

Qu'on soit tranquille, ce malentendu est décidément dissipé, la fiction est en pièces. De part et d'autre on sait à quoi s'en tenir. Encore vingt jours de patience ; le pays interrogé répondra, et son langage fera taire celui qu'on se permet de lui tenir.

JOHN LEMOINNE.

BOUCHES DU RHÔNE. — Plusieurs incidents se sont produits à la séance de clôture du conseil général des Bouches du Rhône.

Le conseil a refusé de voter un crédit de 10,000 fr. pour frais de déplacement des instituteurs communaux. Un membre a fait observer que le conseil ne pouvait pas voter actuellement cette somme. Les préoccupations électorales étant, aujourd'hui, la cause de nombreux déplacements, le conseil ne devrait pas laisser le préfet disposer de cette somme.

Le préfet a vivement protesté.

L'ordre du jour étant épuisé, le président, M. Tardieu, a prononcé un discours dans lequel il a remercié le conseil de lui avoir facilité sa tâche fort ingrate, dans les conditions où la session s'est tenue. Il a déclaré qu'il fallait espérer, qu'à la prochaine session du conseil, la crise produite par le 16 mai serait conjurée. Notre département, a-t-il dit, a été en raison de ses relations commerciales, plus que tout autre, éprouvé par cette crise ; mais si les intérêts ici s'alarment vite, ils se montrent aussi promptement rassurés. La parole est au pays. Tous les intérêts mettent leur confiance dans son libre vote, quand le pays aura parlé, quand sa voix souveraine aura nettement déclaré qu'il entend faire ses affaires lui-même et sauvegarder ses institutions en maintenant la République, chacun s'estimera rassuré. Le conseil se sépare.

LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES EN FRANCE.—On donne, comme suit, la marche des travaux parlementaires, dans la prochaine session.

Ces travaux, dès qu'ils auront été repris, continueront sans interruption jusqu'à la fin du vote du budget de 1878.

Avant tout, la Chambre aura à s'occuper des contributions directes. Avec de la bonne volonté, il lui sera facile de se constituer à temps, pour être en mesure de les voter régulièrement, avant la fin du mois de novembre.

La session extraordinaire des Conseils généraux pourra s'ouvrir également, dès les commencements de décembre.

Le Sénat et la Chambre s'ajourneraient au 15 décembre, afin de permettre aux sénateurs et aux députés qui font partie des Conseils généraux de participer à leurs travaux.

La Chambre d'abord et le Sénat ensuite auraient à achever le vote du budget avant le 31 décembre, et, conséquent, en deux semaines, afin d'éviter la nécessité de recourir au système des douzièmes provisoires.

—On écrit de Rome, 21 septembre :

Dans le consistoire qui a été tenu aujourd'hui, le pape a conféré le chapeau de cardinal à M. Garcia Gill, archevêque de Saragosse. Il a ensuite nommé quatre évêques en Italie.

Ceux dont notre agence France MM. Banange, évêque de Langres, Toata, évêque d'Ajaccio, Baduel, évêque de Saint-Flour, Arsaguel, évêque de Perpignan, Goux, évêque de Versailles, Leloup, évêque de Nevers, Catteau, évêque de Luçon, Lecou, évêque de Nantes.

Au Brésil, M. Damour est nommé évêque de Cuiaba, et Velvarenga évêque de Saint-Jean de Maragogue.

Dans la Colombie, M. Rueda est nommé évêque de Carthagène.

Le pape a aussi nommé plusieurs évêques *in partibus infidelium*, parmi lesquels Paul Farges, prêtre à Rennes, Fontavienne, vicaire actuel en Cochinchine, Leberre, vicaire actuel dans la Guinée, Adrien Godschel, auxiliaire actuel de l'évêque de Bois le Duc.